

Appel à projet débat d'idées 2025

Objet : Procès-verbal de la commission du lundi 25 novembre 2025

I- Présentation du programme de l'appel à projet débat d'idées

L'appel à projets Débat d'idées 2025 s'adresse aux établissements du réseau de coopération et d'action culturelle et se propose de soutenir des projets de cycles de débats d'idées, des « Nuits des idées » et des programmations complètes au sein de la stratégie des postes. L'appel propose des soutiens qui vont de 5 000€ à 15 000€ et qui ne peuvent représenter au plus que 50% du budget total d'un projet.

Qu'est-ce que la « Nuit des idées » ?

Initiée en 2016 lors d'une soirée exceptionnelle qui a réuni à Paris de grandes voix françaises et internationales conviées à dialoguer autour des grands enjeux de notre temps, la « Nuit des idées » s'est très vite imposée dans l'agenda français et international. Chaque année, l'Institut français invite tous les lieux de culture et de savoir de son réseau, sur les cinq continents, à célébrer ensemble la libre circulation des idées et des savoirs en proposant, le même soir, conférences, rencontres, forums et tables rondes, mais aussi projections, performances artistiques et ateliers jeunesse, autour d'un thème que chacun décline à sa façon.

Ainsi, la « Nuit des idées » c'est :

- Un concept commun : une soirée de débats festive entre les disciplines ;
- Un thème commun : « Le monde de demain » (2016), « Un monde commun » (2017), « L'imagination au pouvoir » (2018), « Face au présent » (2019), « Être vivant » (2020), « Proches » (2021) « (Re)construire ensemble » (2022), « Plus ? » (2023), « Lignes de faille » (2024), « Pouvoir Agir » (2025).

II- Orientations retenues pour l'année 2025

Le thème 2025 : « Pouvoir Agir »

La *Nuit des Idées* 2025 sera « **Pouvoir Agir** ». Cette thématique est notamment une invitation à traiter des enjeux suivants :

i) **Géopolitique du pouvoir** : dans un contexte marqué par le bouleversement des rapports de forces géopolitiques et l'émergence de dynamiques de polarisation nouvelles (reconfiguration de la tectonique des grands blocs, relations Nord-Sud, lignes de partage entre démocraties et autocraties...), cette entrée pose la question des **modalités d'action efficace, à l'échelle internationale, sur les grands enjeux globaux contemporains** : quelles recompositions d'alliances ? Quels acteurs fédérer et comment ? Quelle place respective pour les États, les sociétés civiles, les entreprises, les individus ? Quelle mobilisation du droit international au profit du multilatéralisme ?

ii) **Engagements, jeunesse et sociétés civiles** : face à l'essor global des mouvements autoritaires, cette thématique s'attache à interroger les modalités de **redynamisation des processus collectifs d'élaboration des normes** et les **leviers d'une participation effective des jeunes et des sociétés civiles aux schémas de délibération et décision publics**. Quel bilan tirer des processus de consultation ou d'association des populations à l'élaboration des normes qui régissent le vivre-ensemble dans les démocraties contemporaines (usage du référendum, consultations publiques, conventions citoyennes...) ? Quelles solutions inventer, en s'appuyant sur les technologies ou sur des innovations institutionnelles, pour redynamiser la démocratie représentative et la participation des sociétés civiles à la création des lois ? Quelles nouvelles régulations publiques inventer face aux grands bouleversements contemporains, du réchauffement climatique au développement de l'intelligence artificielle ? Quels nouveaux droits créer pour garantir la cohésion sociale et lutter contre les inégalités ?

iii) **Liberté d'agir, capacité à faire** : cette entrée invite à échanger sur les politiques publiques à inventer et mettre en œuvre pour **renforcer le pouvoir des individus dont les libertés d'être et d'agir sont entravées par toutes formes d'inégalités** (origines sociales et territoriales, inégalités de genre, discriminations ethniques ou religieuses). Quelles voies promouvoir, dans le domaine de la santé, de l'éducation, de la participation politique ou de l'accès au crédit, pour accroître l'autonomisation des individus ? Quelles articulations contemporaines entre liberté d'agir et capacité d'action, engagement collectif et épanouissement individuel ? Quand « les cieux sont plombés » (Montaigne), comment ouvrir le champ des possibles ?

III- Critères d'éligibilité

Les critères retenus sont les suivants :

Dans l'évaluation des dossiers, une attention particulière est portée à la cohérence et à la qualité éditoriale de la programmation, à l'ancrage local des thématiques et partenariats, et à l'ambition de contribuer utilement et de façon renouvelée au débat public. S'agissant des personnalités invitées, les enjeux de pluridisciplinarité, d'équilibre de genre, de participation active de la société civile et de respect de l'environnement sont pris en compte.

La commission privilégie les propositions pour lesquelles les aides à projet (de 5000 à 15 000 €) constituent un levier significatif et déterminant pour alimenter le débat d'idées, mais aussi pour accompagner des pays qui méritent de développer leur activité de débat d'idées en 2025.

IV- Composition du jury

Le jury est présidé par Hugues Ghenassia-de Ferran, Directeur général délégué de l'Institut français.

Le secrétariat est assuré par Sophie Renaud, Directrice Coopérations et dialogues des sociétés (DCDS) de l'Institut français.

Le jury s'est réuni le *lundi 25 novembre*, et a ainsi rassemblé les 10 personnes suivantes :

Pour l'Institut français :

- Hugues Ghenassia-de Ferran, Directeur général délégué ;
- Sophie Renaud, Directrice Coopérations et dialogues des sociétés (DCDS) ;
- François-Ronan Dubois, Responsable du Pôle Débat d'idées & Citoyenneté (DCDS) ;
- Zara Fournier, Cheffe de projet Enjeux de société (DCDS) ;
- Anne Brouard, Chargée de projet Débat d'idées (DCDS) ;
- Hanna Barral, Chargée de projet Livre et édition (DCAIC) ;

- Maud Grimaud, Responsable du Pôle Coordination géographique (DARC).

-

Pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères :

- Marlène Bertrand, Rédactrice livre & débat d'idées (DGM/DDI/CM) ;
- Clara Paez, Cheffe du pôle de la création artistique et des industries culturelles et créatives (DGM/DDI/CM).

Une personnalité extérieure :

- Jacques Munier, ancien producteur et présentateur du *Journal des idées* de France Culture et de membre de commission du Centre national du Livre (CNL).

V- État des lieux des dossiers déposés

56 projets ont été déposés pour **un montant total de 747 376 €**. Il est notable que de nombreux postes s'affranchissent du plafond de subvention fixé dans l'appel à projets et par note diplomatique et soumettent des demandes de subvention supérieures et parfois très supérieures aux 15 000 € possibles. Cette habitude ne permet pas à la commission d'examiner avec toute la clarté souhaitable la rationalité budgétaire des opérations proposées.

41 projets proposés sont portés par des Institut français, 8 portées par des Alliances françaises, 7 par des Instituts/centres de recherche associés. 30 comportent une Nuit des idées.

La **répartition géographique** est la suivante :

- Zone **AME - Amériques : 11 projets ;**
- Zone **ANMO - Afrique du Nord et Moyen-Orient : 4 projets ;**
- Zone **AO - Asie et Océanie : 10 projets ;**
- Zone **DAOI - Afrique et Océan indien : 9 projets ;**
- Zone **DUE - Union européenne : 16 projets ;**

- Zone EUC - Europe continentale : 6 projets.

Si l'Amérique latine constitue, comme toujours, la région du monde où l'on retrouve le plus grand nombre de propositions pertinentes, les meilleurs dossiers identifiés sont : Argentine, Côte d'Ivoire, États-Unis, Inde, Liban, Mexique, Népal, République-Tchèque, Sénégal, Taïwan. On soulignera cependant l'absence de projets portés par plusieurs pays d'importance pour notre diplomatie d'influence, notamment : l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bénin, le Cameroun, la Tunisie en Afrique ; le Japon en Asie ; la Grèce, l'Irlande et la Pologne au sein de l'Union européenne. Le réseau des Instituts français présent sur les cinq continents a construit une programmation de débats d'idées en lien avec le monde académique, entrepreneurial, les sociétés civiles et les institutions publiques de leurs pays d'accueil et/ou région.

La **répartition thématique** (par ordre de préférence) est la suivante :

- (i.) **Liberté d'agir**, capacité à faire (30) ;
- (ii.) **Engagements**, jeunesses et sociétés civiles (19) ;
- (iii.) **Géopolitique** du pouvoir (7).

VI- Synthèse des débats

La qualité générale des dossiers étudiés est globalement très bonne.

L'effet des programmes mis en œuvre par l'Institut français se confirme en 2025. En Afrique, les programmations de débat d'idées sont plus solides et intègrent davantage la société civile après le déploiement des forums Notre Futur. En Europe, depuis les programmes portés par l'Institut français lors de la PFUE et la mise en œuvre des Dialogues européens, la programmation européenne s'est considérablement étoffée et s'ancre davantage dans les priorités stratégiques et les grandes questions de société. Il faut signaler enfin le retour de postes qui ne s'étaient pas présentés avec succès depuis près de dix ans ou qui n'avaient jamais déposé : c'est le cas de l'Éthiopie, de la Guinée équatoriale, du Rwanda, des Émirats Arabes Unis, de la Birmanie ou encore de la Slovaquie.

Cette année, beaucoup de projets ont choisi d'aborder la thématique « Pouvoir Agir » à l'aune des libertés, des capacités d'action, de résilience et d'engagement des individus et des collectifs. Notamment face aux guerres et aux multiplications des crises, en matière de protection de l'environnement (océan), de santé mentale et de bien commun, de transition numérique (IA), ou encore s'agissant de la place des femmes, des héritages et utopies. Plusieurs pays ont également choisi d'interroger les conditions de démocratie et de vivre ensemble, au regard des tensions sociales, identitaires, générationnelles, migratoires et (géo)politiques actuelles.

La Nuit des idées continue à être une préférence majoritaire dans les dossiers présentés (30) et elle est par ailleurs programmée par de très nombreux postes qui ne présentent pas de dossiers à l'appel à projets. Elle constitue la programmation de choix pour le réseau et la marque la plus visible. Son succès permet d'attirer du public et de mobiliser les équipes des postes de façon transversale, mais il se joue parfois au détriment de l'orientation stratégique du débat d'idées dans les postes, de ciblage d'un public prescripteur et de la mobilité de personnalités émergentes et innovantes, porteuses de coopération sur le long terme.

Le point récurrent de discussion lors de la commission a été celui du soutien « de fait » accordé à des postes « prioritaires » historiquement très soutenus par l'enveloppe de l'appel à projet débat d'idées, en dépit de la qualité relative de leurs propositions.

VII- Décision de la commission

Dans le cadre de l'Appel à projet débat d'idées 2025, **37 projets** seront soutenus par l'IF pour un montant total de **320 000 €**. Comme indiqué précédemment dans les critères d'éligibilité, les subventions pour les projets retenus vont de 5 000 € à 15 000 €.

La **répartition géographique** est la suivante :

- Zone **AME - Amériques** : **7 projets** ;
- Zone **ANMO - Afrique du Nord et Moyen-Orient** : **2 projets** ;
- Zone **AO - Asie et Océanie** : **6 projets** ;
- Zone **DAOI - Afrique et Océan indien** : **7 projets** ;
- Zone **DUE - Union européenne** : **12 projets** ;

- Zone EUC - Europe continentale : 3 projets.

La **répartition thématique** est la suivante :

- (i.) **Liberté d'agir**, capacité à faire (21) ;
- (ii.) **Engagements**, jeunesses et sociétés civiles (12) ;
- (iii.) **Géopolitique** du pouvoir (4).

Les 37 projets soutenus, par zone géographique et par ordre alphabétique, sont les suivants :

Zone	Thématique	Pays	Intitulé des projets	Bénéficiaire	Montant du soutien IF en €
Afrique (hors ANMO)					
	Liberté d'agir, capacité à faire	Côte d'Ivoire	Passé/Futur pour comprendre les enjeux présents	Institut français de Côte d'Ivoire	10 000 €
	Géopolitique du pouvoir	Éthiopie (+Somalie et Djibouti)	Voix / Voies féminines : Capacités et Résistances dans la Corne de l'Afrique	Centre Français des Études Ethiopiennes	10 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Guinée équatoriale	Protection de l'environnement et de la biodiversité	Institut français de Guinée Équatoriale	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Madagascar	Santé mentale	Institut français de Madagascar	9000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Ouganda	Talks & Thoughts - Une pensée "agissante"	Alliance Française de Kampala	5000 €

	Liberté d'agir, capacité à faire	Rwanda	Liberté d'Agir, capacité à faire, face aux crises géopolitiques et humanitaires actuelles	Institut français du Rwanda	10 000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Sénégal	Jeunesse en mouvement	Institut français du Sénégal	15 000 €
Afrique du Nord et Moyen-Orient					
	Liberté d'agir, capacité à faire	Émirats arabes unis	Empowerment des Femmes : Stratégies pour Renforcer le Pouvoir d'Agir	Institut français des EAU	5000 €
	Géopolitique du pouvoir	Liban	Pouvoir agir au Liban : Guerre, amour et humour	Institut français du Liban	15 000 €
Amériques et Caraïbes					
	Liberté d'agir, capacité à faire	Argentine	Pouvoir Agir depuis les « suds » en Amérique latine	Institut français d'Argentine	15 000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Canada	Pouvoir Agir au Canada	Institut français du Canada	10 000 €
	Géopolitique du pouvoir	Chili	Pouvoir Agir avec le Chili : les enjeux de transition numérique et de préservation des Océans	Institut français du Chili	10 000 €

	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Colombie	Partageons nos idées pour agir ensemble	Institut français de Colombie	10 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Équateur	Pouvoir agir en faveur des droits humains en Équateur	Alliance française de Quito	8000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	États-Unis	Common Ground	Institut français des Etats-Unis Villa Albertine	15 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Mexique	Utopies urbaines	Institut français d'Amérique latine	10 000 €
Asie et Océanie					
	Liberté d'agir, capacité à faire	Birmanie	Agir maintenant pour la Birmanie de demain	Institut français de Birmanie	5000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Chine (Hong Kong)	Pouvoir agir : capacités et formes de participation à Hong Kong	Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC)	10 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Inde	Not in my Ocean - a festival of ideas and solutions	Institut français en Inde	15 000 €

	Liberté d'agir, capacité à faire	Népal	Handicap et Inclusion : promouvoir l'accessibilité par le Sport et les Arts au Népal	Alliance française de Katmandou	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Taïwan	Océan + "10 propositions pour une île verte et bleue"	Bureau culturel de Taipei	10 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Vietnam (+ Cambodge)	Femmes de Pouvoir et Femmes d'Action : réflexions sur le rôle des femmes dans un monde en mutation	Institut français du Vietnam (+ Cambodge)	12 000 €
Europe					
	Géopolitique du pouvoir	Royaume-Uni	Taking Action	Institut français du Royaume-Uni	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Saint-Siège	Cycle de rencontres et débats à l'occasion de l'accueil à Rome de l'exposition Lieux saints partagés à l'automne 2025 (titre provisoire)	Institut français Centre Saint Louis	5000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Turquie	"Odyssées"	Institut français de Turquie	5000 €
UE					
	Engagements, jeunesses et	Allemagne	Pouvoir agir : avec qui pour qui ?		5000 €

	sociétés civiles			Institut français d'Allemagne	
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Autriche	Art, soin et citoyenneté	Alliance française Bruxelles-Europe	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Belgique	Art, soin et citoyenneté	Alliance française Bruxelles-Europe	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Bulgarie	La Bulgarie : du désenchantement à l'engagement citoyen – Agir ensemble	Institut français de Bulgarie	5000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Danemark	Formes et enjeux contemporains de l'engagement citoyen : approche comparative franco-nordique	Institut français du Danemark	15 000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Espagne	Expérimenter la démocratie participative - Faire société	Institut français d'Espagne	8000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Italie	Mers et océans + L'hiver démographique	Institut français d'Italie	8000 €

	Liberté d'agir, capacité à faire	Pays-Bas	Chiche ! Restituer les biens coloniaux : de la parole à l'action	Institut français des Pays-Bas	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Portugal	Pouvoir Agir. La condition diasporique et la construction d'un nouvel horizon d'universalité	institut français du Portugal	10 000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	République- Tchèque	Agir ensemble pour une Europe forte et solidaire	Institut français de Prague	10 000 €
	Engagements, jeunesses et sociétés civiles	Roumanie	Le Pouvoir d'Agir : Explorations Contemporaines"	Institut français de Roumanie	5000 €
	Liberté d'agir, capacité à faire	Slovénie	La Frontière en question(s) - cycle de débats d'idées à Nova Gorica, capitale européenne de la culture 2025	Institut français de Slovénie	5000 €

Hugues Ghenassia-de Ferran
Directeur général délégué
Président de la commission



Sophie Renaud
Directrice DCDS
Secrétaire de séance



Thomas HANNEBIQUE
Secrétaire Général
Institut français


Thomas HANNEBIQUE
Secrétaire général


40-42 rue de la Folie Regnault
75011 Paris

Paris, le 9 décembre 2024